

JDJ

Le Journal Du Jeudi - N°50- Du 17 au 25 Avril 2019

A portrait of Macky Sall, the President of Senegal, wearing a dark blue suit, a white shirt, and a blue patterned tie. He is wearing glasses and has a slight smile.

**FAST TRACT AVEZ-VOUS DIT ?
LE MACKY NOUVEAU
EST ARRIVÉ !**

The Senelec logo features three overlapping circles in shades of purple, pink, and orange, with the word "senelec" in white lowercase letters across them. To the left, there are several curved lines in yellow and white, suggesting energy or connectivity.

senelec

Allez à Gawlo.net & cliquez pour télécharger !

JDJ

Le Journal Du Jeudi

A FOND DANS L'INFO DÉCALÉE !



POUR VOS INSERTIONS

33 827 33 31 / 77 503 00 10

Editeur & Directeur de publication : Mansour Dieng

Rédacteur en chef : Marc Senghor

Conseiller éditorial : Salif Samb

Développement: Momo Dieng

Infographie: Isopubli@gmail.com

Tél : 33 827 33 31 - Commercial : 77 503 00 10

= email :cordior@orange.sn

LE MACKY NOUVEAU

Le Président Sall poursuit ses séances d'explications. Après la rencontre avec les responsables de son parti, lors de la réunion du Secrétariat exécutif national de l'Apr, lundi dernier, Macky Sall a reçu hier les députés de sa majorité pour le même exercice.

Le Président de la République tient à ses réformes comme à la prunelle de ses yeux. Pour Macky, Sall, ces modifications à apporter au régime politique actuel, à la gouvernance de l'Exécutif surtout, sont une condition sine qua non pour démarrer le quinquennat. Il faut que ça passe. Forcément qu'elles soient comprises par peuple qui l'a élu à la Magistrature suprême et au nom duquel il gouverne le Sénégal. Après avoir «instruit» lundi les membres du Secrétariat exécutif national de son parti de sortir, le moment venu, pour défendre son projet, en l'expliquant de la République, qui a rencontré hier les parlementaires de Benno Bokk Yaakar, durant deux tours d'horloge, à la Salle Bruno Diatta (ex-Salle des Banquets), au Palis de la République, leur a fait la même demande.

Très sur son quant-à-soi, face à des élus acquis à sa cause, le chef de l'État a exposé, avec aisance, ses vœux de changements. Dans un discours simple et dépouillé, Macky Sall a su expliquer à sa majorité le pourquoi de sa volonté de faire évoluer les choses. «Il faut savoir que ces réformes et les projets puissent impacter les populations le plus rapidement possible. Il faut mettre en œuvre le Pap II (Plan d'action prioritaires) avec une diligence particulière. Et pour cela, il faut éviter les goulots

d'étranglement. Il faut qu'on puisse élaguer les branches inutiles de l'arbre de prise de décision», a fait savoir le chef de l'État, sous les applaudissements nourris de ses hôtes du jour.

«NE ME PARLEZ PAS DE 3^e MANDAT»

Pensé par lui-même avant de soumettre à ses conseillers en la matière, Macky Sall n'a pas eu de difficultés pour présenter son projet de loi portant

suppression du poste de Premier ministre. «En plus d'aider à la rapidité d'exécution de l'action gouvernementale, ces réformes vont consolider davantage notre démocratie.» En consacrant la séparation totale des pouvoirs entre l'Exécutif et le Législatif, avec la suppression du vote de confiance de l'Assemblée nationale, qui n'aura plus le pouvoir de renverser le Gouvernement par une motion de censure. Mais aussi la perte du pouvoir de dissolution de l'Assemblée nationale par le chef de l'État, même après deux ans de législature. Un projet de loi qui pourrait être renvoyé à l'Assemblée dès la fin du Conseil des ministres.

Heureux de cette première rencontre avec le Président réélu, les députés ont félicité Macky Sall à l'endroit de qui, leurs porte-parole n'ont pas tari d'éloges. Il y a eu d'abord, le Président Moustapha Niasse, qui a loué les qualités de l'Homme Macky Sall, qu'il a peint comme un Président sans défaut. Ensuite, Aymérou Gningue. Le Président du Groupe Parlementaire Benno Bokk Yakaar a, lui aussi, embouché la même trompette. Ainsi de suite, jusqu'à ce que fuse la bêtise. «Président, pour le troisième mandat, on saura comment gérer», lâche un orateur député-maire, avant d'être recadré par le Président Sall. «Ne me parlez pas de troisième mandat. Parlons du quinquennat et des réformes à gagner», recadre Macky Sall. Seule fausse note d'une rencontre qui s'est déroulée dans la plus grande convivialité.

Gawlo.net (avec L'Obs)



RÉUNION DU SEN-APR EN MODE FAST TRACK

Macky Sall réarme moralement ses troupes, et invite à la prospective



Après cinq mois et un peu moins de deux semaines d'inactivité, le Secrétariat exécutif national (Sen), instance dirigeante de l'Alliance pour la République (Apr), forte d'une soixantaine de membres, hauts responsables politiques, s'est réuni. Une rencontre présidée par le Président de ce parti au pouvoir, de laquelle s'est dégagée deux enseignements.

D'une part, c'est en mode fast track (une heure quarante minutes de durée) qu'elle a été conduite par Macky Sall ; un record jamais enregistré depuis que l'Apr tient les réunions de son Sen, qui étaient fleuve, car pouvant aller jusqu'à sept tours d'horloge. D'autre part, Macky Sall, le seul à avoir parlé, a axé une part essentielle de son propos à réarmer moralement ses troupes. En effet, à sa suite, il n'y a pas eu de candidat à la prise de parole, si ce n'est le Secrétaire administratif de l'Apr, Abdourahmane Ndiaye, qui a fait le compte rendu d'une mission politique de l'Apr au Ghana.

LA PLUS COURTE RÉUNION DU SEN DE L'APR

Revenant sur la dernière formation du gouvernement, qui a vu une vingtaine de ministres quitter l'attelage, il a assuré que «ça a été douloureux et difficile pour (lui) de (se) séparer de ces collaborateurs», avant de relever avec insistance que ces mesures ne

doivent nullement être perçues comme «des sanctions». Car, comme il a eu à le dire, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres de l'ancien gouvernement, il a été hautement satisfait par l'équipe renouvelée.

«Sans précipitation, j'ai passé plus d'un mois à réfléchir, pour avoir la meilleure composition possible. J'y suis parvenu et j'assume mes choix. Humainement, je peux comprendre ceux que ces choix n'ont pas agréés, mais tous doivent comprendre que le gouvernement ne doit pas, ne peut pas être la photocopie du parti, mais, celle du Sénégal dans sa diversité et dans la mesure du possible. Il doit toujours tendre à agréger toutes les compétences, à prendre en compte des réalités sociétales et une donne importante : l'équité territoriale», a dit Macky Sall à une assistance scotchée à ses lèvres, manifestement saisie par la tonalité de son propos un tantinet émouvant.

LA DIGNITÉ ET LA GRANDEUR DE CERTAINS RECALÉS MAGNIFIÉS

Poursuivant son adresse, le Président de l'Apr a magnifié la grandeur et la dignité de certains recalés qui lui ont adressé des lettres de remerciements émouvants, et dit à l'endroit de ceux-là dont il comprend l'émotion ou la déception : «le Sénégal, je sais comment ça fonctionne... Mais, c'est à nous de faire preuve de dépassement en refusant de céder aux pressions sociétales, au demeurant souvent

compréhensibles, parce qu'il y a la famille, les amis, les bases politiques».

A contrario, Macky Sall n'a pas manqué de flétrir l'attitude de ceux qui s'épanchent dans les médias. «Ceux des nôtres qui me parlent par la presse, en y appréciant négativement mon action, qu'ils comprennent ce qui suit : ils ne me parlent pas, car je ne les écoute pas. Et s'ils sont des responsables, qu'ils sachent qu'ils ont perdu de la valeur à mes yeux et une part de légitimité. Le linge sale doit toujours se laver en famille», a-t-il martelé. Ceux-là qui aiment jeter la pierre et le linge sale de la famille Apr sur la place publique, le Président de ce parti les met au même pied que ces responsables politiques qui s'étripent par voie de presse.

LANCEMENT DU PROCESSUS DE STRUCTURATION DE L'APR

La phase du réarmement moral achevée, le Président de l'Apr a invité les responsables qui composent le Sen à «entamer la réflexion post-élections et à interroger nos défaites, singulièrement en Casamance, à Thiès et à Diourbel», car, «il est temps qu'on apprenne à analyser, en profondeur, nos contre-performances électorales, et à rompre avec l'exercice qui consiste à se vilipender les uns et les autres pour tenter d'expliquer des défaites».

Et cet élan vers la réflexion, Macky Sall appelle à l'élargir à «la nécessité de structurer prochainement l'Apr». «Idéalement après le Ramadan, nous pouvons entamer la réflexion et le lancement de ce processus», car, il est convaincu que «la non-structuration dans laquelle se meut le parti depuis sa naissance, si elle a des avantages, charrie cependant beaucoup d'handicaps».

Last but not least, dans le propos de Macky Sall, il a été aussi question des prochaines élections locales, du dialogue national et de la réforme envisagée devant conduire à la suppression du poste de Premier ministre.

A signaler que le Sen de l'Apr a enregistré un nouveau membre, en la personne du ministre de l'Urbanisme, Abdou Karim Fofana, et un revenant, Makhtar Cissé, qui y siégeait alors qu'il était ministre Directeur de Cabinet du Président de la République, avant d'être nommé Directeur général de la Senelec.

Gawlo.net (avec Le Soleil)

EN HAUSSE

Sadio Mané

Lorsque la blessure de Khadim Ndiaye a commencé à faire le tour du monde, une bonne partie de ses coéquipiers en équipe nationale lui ont manifesté leur solidarité. Après, Cheikhou Kouyaté, Kara Mbodji, Pape Alioune Ndiaye, Mame Birame Diouf et autres, ce fut au tour de Sadio Mané de témoigner sa sympathie. Le joueur de Liverpool, très lié à Khadim Ndiaye, voulait qu'il soit évacué en Angleterre afin d'y suivre ses traitements à ses frais. En plus d'être un vrai patriote, Sadio est également très généreux.



Karim Fofana

Le nouveau ministre de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique, Abdou Karim Fofana, et la maire de la ville de Dakar, Soham El Wardini, ont fait part lundi à Dakar de leur volonté de mener un combat commun pour désencombrer tout le centre-ville de la capitale sénégalaise. «Pour que Dakar soit propre, il faut désencombrer tout le centre-ville», a déclaré la maire Soham El Wardini lors de l'atelier axé sur "Planification urbaine et développement durable : enjeux et opportunités pour les villes d'Afrique". En tout cas avec le jeune Karim Fofana que nous avons vu à l'œuvre avec d'autres jeunes dans une opération de nettoyage, on peut dire qu'il pourrait réussir sa mission avec le soutien de tous.



La famille de Serigne Fallou Mbacké

Serigne Abo Mbacké, à la tête d'une délégation de la famille de Serigne Fallou Mbacké, a remis une enveloppe de 313 millions de francs au Khalife général des mourides, Serigne Mountakha Mbacké, dans sa résidence de retraite de Darou Tanzil, en guise de contribution à la construction de l'Université de Touba. Un beau geste surtout que le combat c'est pour lutter contre l'illettrisme.



EN BAISSÉ

Ministère des Sports et Fédération Foot

Le père de Khadim Ndiaye est furieux contre le ministère des Sports et le président de la Fédération sénégalaise de Football. Suite à la grave blessure de Khadim Ndiaye, victime d'une double fracture tibia-péroné, le paternel de Khadim déplore le manque d'assistance des autorités sénégalaises. On le serait pour moins que ça, surtout que le fils a eu à défendre les couleurs nationales. Mais ça, c'est une de nos sénégalaiseries.



La Fédération nationale des boulangers du Sénégal

La Fédération nationale des boulangers du Sénégal a mis sa menace de grève à exécution. Elle a décrété 72 heures sans pain, à compter d'hier. La rencontre du mardi 16 avril, entre ses représentants et la nouvelle ministre du Commerce, Aminata Assome Diatta, n'a pas abouti à un accord. En voilà des gens qui prennent en otage le peuple en voulant toujours gagner sur tous les fronts. Mais quand il s'agit de leur demander de mettre la qualité sur leur offre, c'est leur demander la lune.



Les députés de BBY

Les députés de Bby ont profité de leur rencontre avec le chef de l'Etat pour exposer leurs doléances. Le président de la Commission des lois, Seydou Diouf, a pris la parole pour insister sur les moyens à mettre à la disposition des élus, rappelant d'ailleurs que beaucoup ont battu campagne lors de la Présidentielle «sur fonds propres». Alors que le Socialiste Cheikh Seck a invité le Président à revoir le statut des députés. Il a indiqué que leurs homologues des autres pays de l'Afrique de l'Ouest ont un «meilleur traitement». Indemnités s'entend. Ah, ces messieurs et dames. Plutôt que de parler de la souffrance du peuple qu'ils représentent, ils ne pensent qu'à leurs poches.



CRI DU CŒUR

MALTRAITANCE :

A QUAND LE CODE DE L'ENFANCE ?

S'ils ne sont pas battus, ils sont maltraités, exploités, abusés ou mal entretenus. Au Sénégal pays cité en référence sur le plan religieux, le fait est établi, les talibés font partie du décor des rues. Il faut, seulement, que les limites soient franchies, comme c'est le cas avec la mort d'un jeune talibé à Malicounda, pour que l'opinion s'émeuve. Le directeur exécutif d'Amnesty Sénégal s'est indigné contre cette histoire en date, d'un talibé bastonné à mort par son maître coranique qui a tenté, par la suite, de l'enterrer en catimini. Pour Seydi Gassama, d'autant que ces faits sont récurrents, le chef de l'État doit adopter, sans plus tarder le Code de l'enfant. Pas une semaine sans que la presse ne fasse l'écho des cas similaires mais avec la forte résistance de certains cercles religieux, ce n'est pas demain la veille de la pénalisation de la mendicité, le premier fléau qui met les enfants en situation avant qu'ils ne soient abandonnés à la cupidité de maîtres tout sauf coraniques.

Gawlo.net (avec Kritik)



GOUVERNANCE SOBRE ET VERTUEUSE», «LA PATRIE AVANT LE PARTI», «FAST TRACK» :

Ces slogans valent-ils leur pesant d'or ?

Par Mamadou Mbakhé Ndiaye

Depuis la formation du gouvernement le 7 avril dernier, le mot «Fast track» est en vogue. Pour être à la page, les ministres, les députés, les directeurs généraux de société, bref tous les segments du régime l'emploient à hue et à dia dans chacune de leur sorties. Mais au-delà de ce concept en apparence séduisant, il faut dire que les slogans mobilisateurs ont foisonné sous l'ère Macky Sall. Il y a la «Gouvernance sobre et vertueuse», «La patrie avant le parti» et maintenant «Fast Track». Il est nécessaire de se demander si, jusqu'ici, ces expressions ont produit les résultats escomptés.

Le slogan a pour fonction principale de rassembler. C'est un cri de ralliement pour les troupes. Et dans l'histoire politique des nations, certains sont restés célèbres. On se souvient de «Yes we can» de Barack Obama en 2008, de «Force tranquille» de François Mitterrand en 1981. Le slogan «La volonté du peuple fait germer la gaine» a caractérisé la période du Grand bond en Avant (1958-1959). «Montagnes, nous

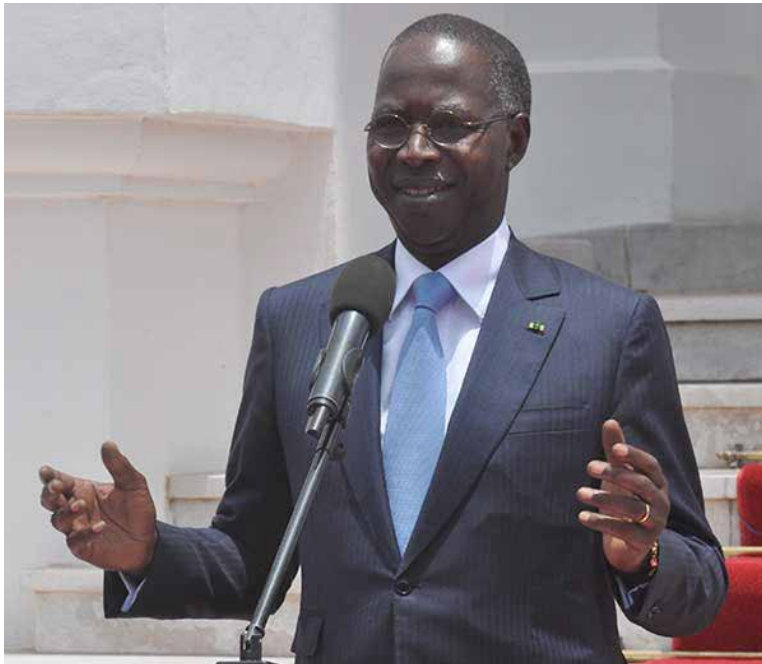
voulons votre tête, n'osez pas résister ! Rivières, laissez-nous passer et n'osez pas vous y opposer !», ce sont là les propos mobilisateurs trouvés par le Président Mao Tsé Dong. C'était sans doute une excellente manière pour le grand Timonier d'encourager son peuple et d'accroître sa confiance dans les réformes. Au Sénégal, c'est cette impulsion que le Président Macky Sall a voulu donner à sa mandature depuis 2012 en lançant des concepts chocs. Dès son arrivée au pouvoir, l'actuel chef de l'État a promis de grandes ruptures sur le plan de la gouvernance en privilégiant une «gestion sobre et vertueuse» et en mettant «la patrie avant le parti». Mais, à l'épreuve du pouvoir, force est de constater que ces slogans sont en déphasage avec la réalité des faits. Candidat en 2012, Macky Sall avait promis un Gouvernement de 25 ministres. Pourtant, une quarantaine de personnes siégeaient en Conseil des ministres. Alors qu'il s'était engagé à réduire son mandat de deux ans et faire un quinquennat, il a dirigé le pays pendant sept bonnes années. La gestion de certains dignitaires du régime a été épinglée par les corps de contrôle de l'État (Ige, Cour des Comptes, Ofnac,

Armp). Des responsables de l'Apr, jadis fauchés comme des rats d'église, se sont mués en distributeurs automatiques de billets de banque (Gap), des pratiques qui tranchent nettement d'avec les faits d'une gouvernance sobre et vertueuse. Pourtant, ils n'ont pas été inquiétés. Au contraire, certains d'entre eux ont été promus à de hautes fonctions étatiques. A l'orée de son nouveau quinquennat, Macky Sall a lancé son fameux «Fast Track», comme pour dire que la satisfaction des besoins des Sénégalais ne peut plus attendre. A l'heure actuelle, il dispose de tous les moyens pour respecter ces engagements. D'autant qu'il entame, en principe, son dernier mandat et peut, en conséquence, s'affranchir du joug des forces centrifuges qui l'ont poussé durant son premier mandat à faire dans des calculs politiques. «Fast Track» ? «Gouvernance sobre et vertueuse» ? Ce qui est constant, c'est que les besoins des Sénégalais doivent être pris en charge, car malgré une croissance en hausse depuis presque 7 ans, la pauvreté gagne de plus en plus du terrain dans le pays.



MAHAMMAD BOUN ABDALLAH DIONNE :

"Des réformes d'envergure seront engagées en mode fast-track"



Le Premier ministre, Ministre d'État et Secrétaire général de la Présidence, Mahammad Boun Abdallah Dionne, a présidé à Dakar les « Assises de l'Entreprise », édition 2019, du Conseil national du Patronat du Sénégal (CNP).

Le Premier ministre, Ministre d'État et Secrétaire général de la Présidence, Mahammad Boun Abdallah Dionne, a annoncé que des réformes d'envergure seront engagées en mode fast-track, conformément à la volonté du Chef de l'État. C'était lors des « Assises de l'Entreprise » du CNP dont la cérémonie officielle a eu lieu mardi à Dakar. A l'en croire, ces réformes, c'est dans le souci d'une croissance plus forte et inclusive, avec un taux de croissance moyen de 9% sur la période ; d'une plus grande mobilisation des ressources intérieures et d'une amélioration de la dépense publique ; d'un développement accru du capital humain pour capitaliser davantage le dividende numérique et du renforcement de la gouvernance et la modernisation de l'administration publique. A cela s'ajoutent l'achèvement des réformes structurelles et sectorielles ; la finalisation du cadre juridique et institutionnel relatif aux partenariats publics-privés, et la création d'un fonds d'amorçage pour l'attraction des financements privés recherchés, etc. A cet effet, soutient-il, la forte implication du secteur privé national est l'une des grandes orientations du plan d'action prioritaire (PAP) 2019-2023 du PSE II. D'après M. Dionne, le partenariat public-privé est solide, vivant et de qualité. Le gouvernement a toujours soutenu les Assises de l'Entreprise. « Vous êtes un partenaire responsable sur qui nous pouvons compter pour l'atteinte des objectifs de l'émergence que le Chef de l'État s'est fixée. Nous avons la mission de vous accompagner », a-t-il lancé à l'endroit de Baidy Agne, président du CNP. Et d'ajouter : « J'espère que vous êtes tous prêts car le Chef de l'État nous a instruits d'aller vite et de bien faire dans le respect des principes de bonne gouvernance et de transparence ». A cet effet, il a rappelé que l'enveloppe du financement en partenariat public-privé à couvrir pour la période 2019-2024, s'élève à 2,8 milliards d'euros, soit 18.000 milliards de FCFA.

Gawlo.net (avec Rewmi)

Au département de la communication, Abdoulaye Diop engagé à consolider les acquis, ouvrir de nouveaux chantiers

Le ministre Abdoulaye Diop promet de travailler à consolider les acquis enregistrés sous son prédécesseur Abdoulaye Bibi Baldé au département de la Communication et d'ouvrir de nouveaux chantiers, dans le cadre de la lettre de mission qui lui a été confiée. Partant de "la lettre de mission que le chef de l'État a bien voulu me confier, je m'inscrirai dans la continuité pour consolider les acquis et parachever les chantiers ouverts par mon prédécesseur et ouvrir d'autres chantiers dans le sillage du Programme d'actions prioritaires (PAP) du Plan Sénégal émergent (PSE), a souligné le nouveau ministre de la Culture et de la Communication. Il s'exprimait lundi lors de la passation de service avec son prédécesseur Abdoulaye Bibi Baldé, ministre de la Communication des Télécommunications, des Postes et de l'Économie numérique dans le précédent gouvernement.



"Comme vous le savez, le président de la République a inscrit son deuxième mandat sous le sceau du Fast-Track. A cet effet, je compte sur chacun de vous pour que le travail aille vite au-delà de la satisfaction des hautes autorités et des usagers", a dit Abdoulaye Diop.

M. Diop a assuré qu'il ne ménagera "aucun effort pour l'atteinte des objectifs" assignés par le chef de l'État Macky Sall, avant de féliciter son prédécesseur "pour l'important travail qu'il a accompli et les chantiers qu'il a ouverts". Concernant ces chantiers ouverts, le ministre sortant Abdoulaye Bibi Baldé a déclaré avoir "eu à cœur d'assainir et de moderniser le secteur de la presse confronté à de nombreuses difficultés". Abdoulaye Bibi Baldé a évoqué "une franche collaboration avec les acteurs de la presse", laquelle a selon lui "permis d'enregistrer des avancées majeures", dont "la finalisation des textes d'application du code de la presse qui constitue une étape importante du processus d'assainissement du secteur, du développement des médias mais surtout de la régulation".

Il a noté que l'année 2018 avait été marquée "par le projet de loi portant création de la Haute autorité de régulation de la communication audiovisuelle transmise au Secrétariat général du gouvernement, le projet de loi portant organisation et fonctionnement du Fonds d'appui et de développement de la presse, le projet d'arrêté relatif aux modalités de communication des tirages et des résultats des ventes des organes de presse écrite (...)". Le ministre sortant de la Communication a aussi évoqué "le projet de décret sur les minima requis pour la formation des journalistes et techniciens des médias et les obligations et avantages des entreprises de presse", sans compter que "la restructuration de l'Agence de Presse Sénégalaise est amorcée, entre autres". "Je pars avec le sentiment du devoir accompli et la fierté d'avoir pu porter des combats majeurs au service de l'intérêt général. Je ne suis pas en train de dire qu'il n'y a point de défis ou de difficultés dans ce département mais simplement que nous avons apporté notre pierre à l'édifice (...)", a conclu Abdoulaye Bibi Baldé.

VENT DE CONTESTATION AU SEIN DE L'APR

Macky en mode fermeté

C'est en mode fast-track et de fermeté que le président de l'Alliance pour la République (APR), Macky Sall, a dirigé le 15 avril dernier le Secrétariat exécutif national (Sen) de son parti pour y remettre de l'ordre. Face à cette grogne et rogne montantes au sein de l'APR depuis que le gouvernement Macky II a été formé, il est question pour le chef de se montrer plus ferme pour endiguer ce vent de contestation qui souffle de plus en plus dans le parti présidentiel qui risque de déboucher sur une fronde déstabilisatrice.

On se rappelle que quelques responsables apéristes et non des moindres ont élevé la voix via les médias mainstream et réseaux sociaux pour exprimer toute leur colère et frustration nées de leur absence sur la nouvelle liste gouvernementale.

LES MÉDIAS, CANAL DE LA CONTESTATION

Déjà le 10 avril dernier, c'est Mame Boye Diao, directeur des services fiscaux des impôts et domaines par ailleurs responsable apériste à Kolda qui laissait éclater sa colère dans sa page facebook en ces termes : « *La seule quête qui vaille pour un homme public est le jugement de ses concitoyens. Ne jamais laisser la place aux médisants et aux comploteurs. Les actes que posent les autres méritent réflexion et réaction en vue de prendre le meilleur cap pour agir. Je suis très honoré par les encouragements de mes concitoyens qui me reconnaissent dans la rue, ou qui m'appellent en me disant de continuer de persévérer. Le temps est venu pour moi de mener une vraie introspection au sortir de laquelle je définirai ma ligne de conduite. Merci à tous ceux qui m'ont porté un témoignage d'affection, à ceux qui soutiennent mes activités politiques, à ceux qui me contredisent aussi pour poser le débat citoyen. Le destin est implacable. Le choix d'agir pour le réaliser est un acte de dévotion. Le Sénégal mérite l'expression plurielle car c'est de cela que jaillira le meilleur des avènements* ».

Et l'avocat l'avocat Me Ousmane Sèye, leader de la Coalition pour l'émergence (CPE), de suivre les pas de Mame Boye Diao : « *Je constate seulement qu'il y a certaines coalitions qui ont du mérite et qui ne sont pas représentées au gouvernement. Elles se sont battues avec le Président et ne sont malheureusement pas représentées. C'est toujours l'Afp, le Ps et le PIT qui sont représentés dans tous les gouvernements de Macky Sall... Au sein du CPE, il y a des personnalités, des ressources humaines de qualité qui ont fait leurs preuves dans leurs domaines personnels et politiques. C'est malheureux pour la CPE qui s'est battue avec le gouvernement, avec le Président* ».

De son côté, le député d'Oussouye, Aimé Assine d'Oussouye, exprime, dans le journal les Echos du 9 avril dernier, toute sa déception après l'absence constatée d'un fils de la région de Ziguinchor dans le Macky II : « *Depuis sept ans, rappelle-t-il, nous n'avons eu aucun ministre pour Oussouye, aucun directeur ; aucun envoyé spécial. Pas même un chargé de mission. Et pourtant, tout le monde sait que le département mérite d'avoir un portefeuille ministériel. Au moins, un ministre originaire d'Oussouye. Parce que dans le concert de la Nation, c'est ça l'unité* ».

Et last but not least, l'ex-secrétaire d'Etat, Youssou Touré dans



le même journal les Echos du 13 avril, dénonce en filigrane l'ingratitude de Macky Sall qui a zappé les fondateurs de l'APR dans l'actuel gouvernement : « *un gouvernement restreint oui, mais qu'on n'oublie pas qu'avant tout cela, il y avait des femmes et des hommes qui étaient là. Que les gens comprennent que s'ils sont à certaines stations, c'est qu'il y a eu des gens qui ont les graines de cette belle moisson !* »

LE BÂTON À LA PLACE DE LA CAROTTE

Face à cette montée des périls, l'Apériste en chef ne pouvait rester amorphe, atone et aphone. Le feu de la fronde couve dans l'APR et ne pas réagir à temps risque de voir, à brève échéance, le parti du cheval fondé en 2008 implorer après une décennie d'existence. C'est pourquoi, il était temps pour Macky Sall qui veut opérer des changements profonds et accélérer la cadence dans ce deuxième mandat de remettre les pendules à l'heure et recadrer ces contestataires qui risquent de déstabiliser le parti. C'est ainsi que lors de ce Sen du lundi 15, le leader de l'APR n'a pas mâché ses mots pour clouer au pilori des militants



« indisciplinés » qui préfèrent tonitruser dans la presse plutôt que de s'exprimer dans les instances démocratiques de l'APR.

Morceaux choisis des remontrances du leader beige-marron : *« Sans précipitation, j'ai passé plus d'un mois à réfléchir, pour avoir la meilleure composition possible. J'y suis parvenu et j'assume mes choix... Ceux des nôtres qui me parlent par la presse, en y appréciant négativement mon action, qu'ils comprennent ce qui suit : ils ne me parlent pas, car je ne les écoute pas. Et s'ils sont des responsables, qu'ils sachent qu'ils ont perdu de la valeur à mes yeux et une part de légitimité. Le linge sale doit toujours se laver en famille... »*

« Ce n'est pas parce que je me sépare ou je déplace un ministre qu'il n'est pas efficace. J'ai construit ce bilan avec vous. Sortir des ministres pour mettre d'autres permet au gouvernement de respirer. Même les plus grands joueurs sortent en cours de match. Lorsque je nommais un ministre, je ne lui demandais pas de explications. C'est ma prérogative de nommer des ministres. Donc, les gens ne doivent pas s'émouvoir que je mette ou démette des

ministres. Je n'ai aucune explication à donner à un ministre que je démetts ou que je mute à un autre département ».

Ainsi le Président Macky Sall pense avoir mis fin à toute velléité de contestation ou de fronde au sein de son parti. Mais une chose est sûre : certains responsables irréductibles apéristes ne manqueront pas, au détour d'une intervention publique ou médiatique, de dénoncer les choix arbitraires de leur chef dans la constitution du nouveau gouvernement. Des responsables pur sucre de l'APR continueront de s'insurger contre les options du leader, qui visiblement, ne s'accommode guère actuellement de leur compagnonnage pour conduire les destinées de la nation. Plusieurs Sénégalais ne sont pas surpris de constater que des responsables cadres apéristes, militants de la première heure, qui se sont donné corps et âme pour l'accession de Macky à la magistrature suprême, soient sortis de leurs réserves ou de leurs gonds pour vitupérer les choix présidentiels. Ils ne peuvent plus accepter de continuer d'être écartés depuis 2012 de la sphère décisionnelle des affaires de l'Etat. En tant que militants de premier plan qui se sont battus pour mettre en place ce régime qui se déroule sans eux, ils croient dur comme fer qu'ils méritent, à juste raison, des maroquins ministériels. Ils ne supportent plus chez Macky Sall que des militants de la 25e heure et autres alliés, ralliés, transhumants soient promus et chouchoutés au détriment des militants pur jus de l'APR qui se sont sacrifiés de 2008 à 2012 dans les aspérités et aridités du parti. Pour ces inconditionnels apéristes de la première heure, victimes du spoil system mackyste, il n'est plus question de se résigner à subir la prédominance avérée des militants et alliés de la 25e heure. Plus question de se voir relégués au rang des citrons pressés et ou mouchoirs Kleenex jetés. Par conséquent, le temps n'est plus à la résignation à des silences à la limite de l'hypocrisie.

Ces nominations, il faut le dire, ont lieu au détriment des responsables de l'APR bon teint qui se sont toujours battus courageusement pour porter haut et fort le flambeau de la lutte de leur parti. Le constat devient de plus en plus patent que le Président Sall se défait de plus en plus de ces femmes et hommes qui ont bravé toutes les tempêtes et intempéries pour mener à bon port la barque beige-marron et faire de l'APR ce qu'elle est devenue aujourd'hui. La preuve aujourd'hui, toutes les institutions de la République (Assemblée nationale, Haut conseil des collectivités territoriales, Conseil économique, social et environnemental) sont trustés par des alliés ou ralliés. Si aujourd'hui le président de la République était empêché pour quelque raison que ce soit dans l'exercice de ses fonctions, c'est un politicien hors de son parti qui le suppléerait (Cf Article 39 de la Constitution). En outre, les ministères de souveraineté sont occupés par des militants de la seconde ou troisième génération d'apéristes.

Certes Macky Sall a raison de dire que *« le gouvernement ne doit pas, ne peut pas être la photocopie du parti, mais, celle du Sénégal dans sa diversité et dans la mesure du possible, qu'il doit toujours tendre à agréger toutes les compétences, à prendre en compte des réalités sociétales et une donne importante qu'est l'équité territoriale »* mais cela ne doit pas non plus se faire en dehors de ces hommes et femmes des années de souffrance qui se sont sacrifiés pour faire de l'APR une réalité politique. Malheureusement l'APR de 2008 n'a rien à voir avec cette APR altérée, *« alchimisée »* par les hordes de transhumants et de militants de la 25e heure.

Mark Senghor

RÉFORME : SUPPRESSION DU POSTE DE PREMIER MINISTRE :

Le projet de loi adopté hier, et à l'Assemblée ce jeudi

Macky Sall hâte le pas comme son «fast-track». Le projet de loi portant suppression du poste de Premier ministre sera adoptée aujourd'hui (hier) en Conseil des ministres et envoyé à l'Assemblée jeudi. Dans cette modification constitutionnelle, il y a une nouveauté : le député qui quitte ses fonctions de ministre peut poursuivre son mandat. Voilà entre autres points de l'audience que le chef de l'Etat a accordée aux députés de la majorité.

Après avoir réuni le Secrétariat exécutif national de son parti mardi, le chef de l'Etat a échangé avec les députés de sa coalition au même lieu, le Palais présidentiel, pendant 1h 30 mn. Au présidium, il y avait, outre le Président Sall, Mahammed Boun Abdallah Dionne, Augustin Tine, Moustapha Niasse, le nouveau ministre de la Justice Malick Sall, Ismaïla Madior Fall et Aymérou Gningue. De cette audience qui s'est déroulée dans une ambiance «bon enfant», Le Quotidien a appris que la suppression du poste de Premier ministre prend davantage forme puisque le Conseil des ministres va examiner et adopter le projet de loi aujourd'hui même. Et dès le lendemain, jeudi, il sera sur la table du bureau de l'Assemblée nationale. La Conférence des présidents se chargera ensuite de fixer la date de la plénière. Cette rencontre était bien évidemment une occasion de mettre les députés du groupe parlementaire Benno bokk yaakaar dans le bain puisqu'il leur appartiendra de le défendre et de le voter. Macky Sall veut s'assurer que «ses» députés s'unissent pour «un vote sans anicroche». Moustapha Niasse a, à ce propos, rappelé «l'avantage d'avoir une majorité forte». «Tout ce que le Président demande, nous le ferons», a-t-il dit. Et Aymérou Gningue d'ajouter : «M. le Président, vous pouvez dormir tranquille. Cette loi passera comme lettre à la poste.»

UN DÉPUTÉ PEUT REPRENDRE SON MANDAT APRÈS AVOIR QUITTÉ LE GOUVERNEMENT

Au total, confient des sources ayant assisté à cette rencontre, plus de 20 articles sont concernés par la modification constitutionnelle. Et l'article 56 de la Constitution va introduire une nouvelle disposition. En substance, un député nommé ministre et remplacé par son suppléant peut reprendre son mandat après cessation de ses fonctions dans le gouvernement. C'est déjà le cas dans beaucoup de pays comme la France.

LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR SERA MIS À JOUR LORS DU VOTE DE LA LOI SUR LE PM



Mais il sera aussi question de mettre à jour le Règlement intérieur de l'Assemblée nationale. Un travail que le président de la Commission des lois, Seydou Diouf, a entamé depuis le mois de mai dernier. Certains en déduisent d'ailleurs que Macky Sall avait l'idée de supprimer le poste de Premier ministre depuis. Et qu'il n'attendait que sa réélection pour la concrétiser. En outre, si la Déclaration de politique générale va disparaître après la suppression du poste de Pm, les questions orales, écrites et d'actualité, elles, seront maintenues. Et là, ce sont les ministres qui devront y répondre à l'Assemblée nationale. Donc, les parlementaires seront appelés à examiner aussi bien le projet de loi qui sera défendu par Boun Abdallah Dionne lui-même que le Règlement intérieur. Apparemment, la question ne devrait pas être finalement au menu du dialogue, le Président voulant aller très vite comme son «fast-track». «5 ans, ce n'est pas beaucoup et c'est pourquoi le changement c'est maintenant», a dit Macky Sall.

LES DÉPUTÉS VEULENT UN MEILLEUR TRAITEMENT

Les députés de Bby en ont profité pour exposer leurs doléances. Le président de la Commission des lois, Seydou Diouf, a pris la parole pour insister sur les moyens à mettre à la disposition des élus, rappelant d'ailleurs que beaucoup ont battu campagne lors de la Présidentielle «sur fonds propres». Alors que le Socialiste Cheikh Seck a invité le Président à revoir le statut des députés. Il a indiqué que

leurs homologues des autres pays de l'Afrique de l'Ouest ont un «meilleur traitement». Indemnités s'entend. Il a été aussi question de l'épisode de l'investiture du Président lorsque les députés ont dénoncé le comportement du protocole qui ne pouvait pas leur trouver des places. Macky Sall a souligné d'abord que les places étaient mises à la disposition des seuls membres du bureau de l'Assemblée nationale. Mais il a donné des instructions au service protocolaire pour corriger ces «impairs» qui sont souvent récurrents. Mieux, il a demandé qu'une note soit affichée dans les différents ministères pour faciliter l'accès des députés aux services de l'Etat.

DIONNE : «ON NE PEUT PAS SE PERMETTRE DEUX ÉLECTIONS DANS UNE ANNÉE»

La proposition de Me Aïssata Tall Sall pour le couplage des Locales et des Législatives n'a pas été bien accueillie par nombre d'acteurs politiques. Pourtant, la série d'élections n'enchantent pas au plus haut sommet. Hier, le Premier ministre a indiqué qu'un pays pauvre comme le Sénégal ne peut se permettre d'organiser «deux élections dans une année». Et avant lui, c'est le chef de l'Etat lui-même qui aurait lâché une phrase dans ce sens lors de la réunion du Secrétariat exécutif de l'Apr. «Si les gens ne sont pas prêts pour aller aux Locales, pourquoi ne pas les reporter ? Mais ce sera bien sûr dans le cadre du dialogue avec tous les acteurs», aurait-il confié. Le débat n'est pas encore public, mais le report des Locales est dans les coulisses.

Gawlo.net (avec Le Quotidien)

AMADOU BA, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DES SÉNÉGALAIS DE L'EXTÉRIEUR :

"Le Président de la République m'a demandé de mettre en œuvre sa vision politique étrangère"



Nouvellement nommé ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur (Maese), Amadou Ba promet de ne pas décevoir. Il a déclaré, à l'occasion de la passation de service avec son prédécesseur, Me Sidiki Kaba, de faire plus voire autant que ses prédécesseurs après avoir encore remercié le Président pour cette confiance renouvelée.

Une passation de services. Des remerciements. Des civilités. Et des perspectives. Entre Me Sidiki Kaba et Amadou Bâ, la solidarité gouvernementale passe. A l'occasion du passage de témoin au Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (Maese), la cérémonie a été empreinte d'émotions. Pour Sidiki Kaba, c'est le cœur lourd qu'il quitte et dit adieu à ses anciens collaborateurs de plus de deux (2) ans. Il leur a, tout de même, rendu un vibrant hommage avant de profiter de la solennité de la cérémonie pour féliciter et souhaiter bonne chance à son "petit frère" et successeur à ce département très stratégique. Tandis que pour Amadou Bâ, nouvellement nommé à ce poste, c'est le moment de tendre la main à tous ses hommes et femmes devenus ses nouveaux collaborateurs. "Je compte sur vous pour mener la vision diplomatique du chef de l'État. Je suis au courant de quelques

difficultés dans les ambassades pour avoir voyagé partout et rencontré des diplomates à l'étranger. Je ne dis pas que toutes les questions (problèmes) vont être réglées. Mais on peut les rationaliser. Ce qui caractérise notre pays, c'est d'avoir une diplomatie très forte. Un pays respecté. Il nous appartient de faire autant ou plus que nos prédécesseurs. Je serai très ouvert. Nous allons diagnostiquer les problèmes. C'est sûrement en écoutant les uns et les autres qu'on pourra trouver des solutions", a-t-il tracé voie. Après plus de 30 ans au ministère de l'Économie, des Finances et du Plan (Mefp), voilà donc l'expert financier à la tête de la diplomatie du Sénégal. "En me nommant Ministre des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, le Président de la République m'a demandé de mettre en œuvre sa vision politique étrangère", a révélé, par la suite, Amadou Bâ.

"JE DOIS, BEAUCOUP AU PRÉSIDENT"

"Mais quand on a été choisi par le Président de la République pour conduire sa politique étrangère, c'est certes une lourde responsabilité mais nous allons relever le défi", a promis l'ancien argentier de l'État. "Je rends grâce à Dieu. Je remercie le président de la République qui m'a encore fait confiance. Le 2 septembre 2013, j'ai été nommé Ministre de l'Économie, des Finances et du Plan. Je dois beaucoup au Président Macky Sall. Je voudrais

le remercier et demander les prières de tous pour la réussite de cette mission", a-t-il ajouté. Estimant que la réussite individuelle ne vaut absolument rien devant celle collective, Amadou Bâ d'appeler tout le monde au travail et à l'intérêt général. "Je suis de ceux qui ne croient pas à la réussite individuelle. L'échec est personnel mais la réussite est collective", a enseigné Amadou Bâ. Revenant à la charge et après avoir souhaité bon succès à son successeur Sidiki Kaba a félicité Amadou Ba. "C'est un frère. Un ami. Un voisin. Je voudrais aussi, remercier le président Macky Sall d'avoir bien voulu renouveler ma confiance en me nommant ministres des Forces Armées. C'est le troisième ministre de souveraineté que j'occupe coup sur coup après la justice et les Affaires étrangères. C'est une marque de confiance", a déclaré l'avocat-diplomate. Par ailleurs, il a demandé à Amadou Bâ de "maintenir" la diplomatie de proximité avec nos voisins immédiats notamment, ce qu'il est convenu d'appeler en diplomatie la "ceinture de sécurité". "Jusqu'à ce soir, on vous a toujours appelé l'argentier de l'État. Maintenant, vous êtes Excellence. Vous portez la diplomatie du Sénégal. Pour vous accompagner, vous aurez des hommes et de femmes de qualité. Vous aurez à occuper des fondamentaux de la diplomatie du Sénégal et traduire en actes, a recommandé Sidiki Kaba à Amadou Bâ.

Gawlo.net (avec Libération)

UN PHARAON À DAKAR

Par Mamadou NDIAYE

La présence à Dakar du Président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi au même moment où Le Caire polarise l'attention mondiale avec le tirage des poules de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) signe le « retour de l'Égypte » sur la scène internationale.

Longtemps confiné en lui-même, le pays voulait vivre différemment. Les troubles résultant de l'instabilité politique –tiens, ça vous dit la Place Tahrir !- ont accentué l'isolement diplomatique, économique de ce géant d'Afrique qui, du fait des crispations identitaires et des radicalités confessionnelles glissait à son corps défendant en un théâtre de la peur.

L'éviction de Moubarak (et ses procès spectaculaires), les généraux et les maréchaux qui se succèdent au pouvoir avaient terni l'image de l'Égypte aggravée par des violences ciblées, portant une grave atteinte à ses atouts touristiques et obligeant les tours opérateurs à rayer de la carte sa fabuleuse destination touristique très prisée par les professionnels de sensations.

Mais frapper le pays des Pharaons au « portefeuille » c'est le priver d'un levier d'influence avec une tentative inavouée de l'affaiblir et ainsi faciliter l'accès au pouvoir des extrémistes ou, à défaut, installer le chaos. Le pays a souffert de cet imbroglio. Il tente maintenant de renaître en s'organisant d'abord pour remettre de l'ordre dans la situation interne. Ensuite Le Caire, dans la géostratégie internationale, possède des cartes maîtresses et compte pour avoir joué les premiers rôles dans le dénouement de nombreux conflits régionaux.

En remplaçant au pied levé le Cameroun, défaillant pour l'Organisation de la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations, l'Égypte sauve la Confédération Africaine de Football d'un revers de fortune. Et du coup, le Gotha du sport roi salue cette mansuétude des dirigeants égyptiens, nonobstant les questions sécuritaires qui demeurent pendantes. Toutes les équipes nationales qualifiées se mobilisent pour aller au-delà de la figuration. Elles vont découvrir les gigantesques installations sportives, fruit d'une politique structurante aux fins de libérer les énergies.

Ce coefficient de sympathie gagnée à l'échelle continentale prédispose Le Caire à amorcer une stratégie de séduction pour reconquérir la faveur des opinions africaines. Au mois de février dernier à Addis-Abeba, le Président Al-Sissi prend le relais de Paul Kagamé du Rwanda comme Président en exercice de l'Union Africaine à l'issue de son 32ème sommet.

Les deux Chefs d'Etat ont certes eu des divergences notoires qui se sont publiquement exprimées. Notamment sur le projet de taxes sur les importations devant permettre à l'organisation continentale de ne pas se soustraire à ses responsabilités. Des divergences, sans conséquences majeures toutefois. En revanche, dès son premier discours, l'Égyptien, poids lourd en quête d'influence sur l'échiquier africain, même si son ambassadrice à Dakar s'en défend, fixe trois priorités qui en disent long sur son projet et l'empreinte qu'il veut imprimer : développer les infrastructures, accélérer l'entrée en

vigueur la zone de libre-échange continentale africaine (ZELC) et des emplois massifs pour les jeunes.

Ces priorités, largement partagées, justifient à postériori la tournée de Al-Sissi qui soigne son image sur l'international alors qu'en interne, il est plutôt considéré comme un « raïs autoritaire ». A 64 ans, il a une obsession : les grands travaux dont le plus pharaonique est la construction d'une nouvelle ville alors que la capitale, Le Caire, étouffe.



Ce chantier, rapproche le Président égyptien de son homologue sénégalais Macky Sall qui a, à son tour, « Son Diamniadio », ville en pleine édification avec l'objectif d'attirer une population estimée à plus de 350 mille habitants censés bénéficier d'avantages comparatifs en termes de commodités par rapport à Dakar qui verrait d'un bon œil l'émergence d'un pôle urbain pour atténuer son inquiétante hypertrophie.

Nul doute que Dakar et Le Caire, en se projetant sur l'avenir, se rapprochent davantage pour mutualiser leur vision d'un futur maîtrisé à l'image de Brasilia (Brésil), Naypyidaw (Birmanie) et Noursoultan (Khazakhstan). D'aucuns ont vu dans les ambitions d'Al-Sissi une volonté d'acquiescer sa « pyramide à lui ». L'intéressé s'en défend et, pour dissiper les soupçons sur sa préférence du monde arabe au détriment de l'Afrique, Al-Sissi revendique l'héritage de Gamal Abdel Nasser, africain dans l'âme et membre fondateur en 1963 de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA).

Al-Sissi s'engage à prolonger l'œuvre de son illustre prédécesseur en martelant l'impérieuse nécessité pour l'UA de s'autofinancer plutôt que de compter sur d'hypothétiques fonds d'appui afin de faire fonctionner le coûteux siège et les programmes prioritaires d'intégration. Certaines capitales africaines se font l'écho des orientations du raïs égyptien même si pour la crise libyenne, il est réputé soutenir le maréchal Haftar avec le gros risque de compromettre son rôle de médiateur politique en tant que président en exercice dans d'éventuels conflits.

De façon subtile, l'Égypte, en se réintroduisant sur la scène africaine, rappelle qu'elle est éminemment africaine. Qui pourrait en douter ? Pas en tout cas les élites cairotés qui, des universités aux instituts en passant par les institutions ou les organisations d'intégration, ainsi que les médias, sillonnent le continent de part en part pour « semer la bonne parole ».

Tous les arguments sont alignés pour renforcer la perspective de ce retour annoncé. Déjà la « somptueuse tombe » du jeune pharaon Toutankhamon, découverte en 1922 et exposée en ce moment à Paris, stupéfie le monde par le mystère qui l'entoure. Le musée des civilisations africaines de Dakar, autre chantier achevé du Président Macky Sall, pourrait-il prendre prochainement le relais pour abriter la fameuse sépulture ? Ce serait alors un juste retour au bercail, en foulant cette terre si chère à un autre pharaon : Cheikh Anta Diop.

CABINET PRÉSIDENTIEL, DIRECTIONS GÉNÉRALES :

MACKY MAINTIEN LE SUSPENSE

Finies les convulsions, la majorité est dans une phase de tournis. Le parti présidentiel est en proie à de violents vertiges. Après l'euphorie de la victoire, qui a fait fleurir beaucoup de rêves et ambitions, les responsables de la majorité souffrent aujourd'hui de gueule de bois. Certains seraient même au bord de la rupture. Tellement le suspense est long, à la limite démentiel. La cause à la méthode Macky, bâtie sur le culte du secret et de la froideur. De quoi dérouter même ses (ex?) plus proches collaborateurs qui épieux ses moindres déclarations. Mais comme lundi en

réunion du Secrétariat exécutif national de l'Apr, la rencontre du mardi entre le chef de l'État et les députés de la majorité n'a rien apporté de neuf dans les intentions du président de la République. Macky Sall est resté sur sa ligne de conduite. Silence total sur la composition de son futur cabinet qu'il serait en train

de mettre en place. Mais aussi sur les Directions nationales (Artp, Sodagri, Senelec, Sgee), dont les titulaires ont été nommés ministres. Peut-être que le communiqué du conseil des ministres d'aujourd'hui délivrera certains ?



MACKY SALL ÉCARTE TOTALEMENT ET DÉFINITIVEMENT UN 3E MANDAT

Le 3e mandat est un faux débat. Je n'y pense même pas. J'ai déjà pris des engagements fermes dans ce sens ». Telle est la réponse du président Macky Sall, mardi lors de la rencontre avec les députés, quand l'un d'eux l'a interpellé sur la question. Le président Macky Sall a définitivement et totalement clos le débat sur le 3e mandat. Il a invité ses partisans à travailler vite et bien, car, dit-il, « 5 ans, ce n'est pas 7 ans »

LA SNCF VA EMBAUCHER ET FORMER 800 JEUNES SÉNÉGALAIS

Pas moins de 800 jeunes cheminots sénégalais seront embauchés et formés pour les besoins de l'exploitation du Train express régional dont la

mise en service est prévue sous peu. L'annonce a été faite, mardi, par le président directeur général de la Société nationale des chemins de fer français (Sncf), Guillaume Pépy, dont l'entreprise aura en charge l'exploitation et la maintenance du Ter pour les cinq prochaines années, rapporte le Soleil.

LES BOULANGERS DÉCRÈTENT 72 HEURES DE GRÈVE

La Fédération nationale des boulangers du Sénégal est passée à la vitesse supérieure. Après les menaces, place à l'action. Elle a décrété 72 heures sans pain, à compter d'hier, mercredi. Une décision prise après l'échec des négociations, mardi 16 avril, entre ses représentants et la nouvelle ministre du Commerce, Aminata Assome Diatta. Le constat fait hier dans la matinée dans différentes boutiques de la capitale est que le mouvement

semble être largement suivi. Le pain se fait désirer chez tous les revendeurs des quartiers de Dakar.

AFFAIRE DU DÉTOURNEMENT DE 94 MILLIARDS : OUSMANE SONKO ET MAMOUR DIALLO CONVOQUÉS

Après une trêve due à l'élection présidentielle, l'Assemblée nationale reprend du service en ce qui concerne l'affaire des 94 milliards objet du titre foncier 1451/R. On se rappelle que dans cette affaire le leader de Pastef, Ousmane Sonko, accuse le directeur des Domaines, Mamour Diallo, de détournement. En effet, la Commission d'enquête parlementaire mise en place le 15 février dernier est convoquée vendredi prochain dans la matinée, pour lancer les auditions, informe « L'Observateur ». Toutes les personnes citées ou impliquées dans cette affaire seront entendues, indique le journal. Qui précise que Mamour Diallo et Ousmane Sonko feront aussi face aux députés pour que lumière soit faite.

La vérité sur la panne de l'avion A330 d'Air Sénégal

Le nouvel A330 néo de la compagnie nationale Air Sénégal Sa n'était pas en panne, c'est ce que révèle Philippe Bohn. Selon le Directeur général de la compagnie aérienne, « il s'agissait tout simplement d'un défaut qui s'est manifesté par une odeur



d'huile qui se dégageait du cockpit et de l'arrière de l'avion. « Ce n'est rien de grave. Ce qui est arrivé, c'est que nous avons eu un défaut qui était signalé. Ce défaut est une odeur modérée d'huile au niveau du cockpit et au niveau de l'arrière de l'appareil. » a-t-il indiqué sur la Rfm.

Philippe Bohn de dire ainsi que techniquement, l'avion pouvait voler. Mais justement qu'il ne fallait pas prendre de risques : « Si ç'avait été une panne, il n'aurait pas volé. Donc, c'est un défaut qui arrive sur beaucoup de types d'avion, paradoxalement sur les avions neufs », renseigne le Directeur général.

SEYDOU GUÛYE :

"JE N'AI AUCUNE IDÉE DES MISSIONS QUI M'ATTENDENT DANS LE FUTUR"



Les passations de service se poursuivent. Mardi, le désormais ex-secrétaire général du Gouvernement, Seydou Guèye, a officiellement passé le témoin à Maxime Jean Simon Ndiaye. Au sortir de son tête-à-tête avec son successeur, il a tenu à remercier le Chef de l'État : "cette position, dont la finalité est de servir les Sénégalais, est une mission que le Président de la République a bien voulu me confier, à deux reprises, au cours de son septennat. Je lui en suis très reconnaissant et lui renouvelle toute ma gratitude", souligne l'ancien porte-parole du Gouvernement. A noter que Médina n'a pas eu de ministre dans le 1er Gouvernement de Macky II. Ce qui est, selon certains, une sanction infligée par le Président Macky Sall après les élections présidentielles, aux responsables de ladite localité. Seydou Guèye, de son côté, refuse de parler de sanction: "La Médina n'a pas été sanctionnée. Quand dans une commune, vous passez de 5 800 voix en 2012 à 15650 voix en 2019, avec une nette victoire, je ne vois pas la sanction. Je suis d'accord avec les lignes que le président a indiquées. Un ministre, ce n'est pas une affaire de quartier, encore moins de commune : on est ministre de la République", martèle l'ex-Secrétaire général du gouvernement. Sur une question de savoir quelles seront ses missions futures, il souligne : "Je n'ai aucune idée des missions qui m'attendent. C'est le domaine du Chef de l'État.



MON TETE A TETE AVEC LE PRESIDENT MACKY SALL*

S.L : A-t-il été facile pour vous de choisir la nouvelle équipe gouvernementale ?

M.S : Non du tout ! Ce genre d'exercice n'est jamais facile car il faut opérer des choix pour arriver à mettre en place la meilleure équipe qui soit par rapport au projet qu'on a pour le Sénégal.

S.L : Et pour ceux-là qui ne figurent plus dans l'équipe ?

M.S : Penses-tu qu'il est facile de se séparer de gens avec qui on a eu à travailler pendant longtemps ? Non ! On est même des fois habité par un chagrin quand arrive le moment de le faire. Cependant, on ne doit pas oublier que le cœur d'un homme d'Etat doit être dans sa tête. On met plus en avant l'intérêt supérieur de la Nation que toute autre considération. Ensuite, on ne peut vraiment pas mettre tout le monde dans un gouvernement.

S.L : Etes-vous au courant que certains responsables ne sont pas contents ?

Il me coupe court...

Macky Sall : Ils ne sont pas contents de mes choix ou bien parce qu'ils n'ont pas été choisis ? Il y'a une différence. Tu sais, quand j'étais en campagne à l'intérieur du pays mon regard était plus attiré par ces milliers de jeunes et ces personnes âgées qui suivaient mon convoi sous le soleil en scandant mon nom ou celui de la coalition. Au plus profond de moi-même, j'éprouvais de la gratitude pour ces gens-là qui n'ont jamais rien reçu de moi et qui d'ailleurs n'ont jamais eu la chance de me serrer la main. Qui a plus de mérite que ces gens-là ? Quand on soutient un candidat, on soutient son projet pensant qu'il propose le meilleur programme pour le pays mais pas parce qu'on pense être nommé ici ou ailleurs.

Maintenant, si c'est dans la presse que je dois apprendre que telle ou telle autre personne n'est pas contente, cela ne fait pas trop sérieux. Nous sommes dans un parti avec des instances où les gens peuvent s'exprimer en toute liberté. Pourquoi alors étaler sur la place publique sa colère ? Ne dit-on pas que le linge sale se lave en famille ? Quel est le but recherché ? C'est si pour mettre une pression sur moi alors là c'est peine perdue.

Je suis plus occupé à chercher à améliorer les conditions de vie des populations qui m'ont fait confiance une seconde fois et à inscrire le SENEGAL dans le groupe des pays émergents que de m'occuper des humeurs d'un groupe de personnes. Les sénégalais ne m'ont pas élu pour cela.

S.L : Maintenant parlons de votre parti, l'APR. A quand sa structuration ?

M.S M.S : Structurer un parti n'est pas chose aisée car on risque de se heurter à des chocs d'ambition à tous les niveaux. Il faut avec intelligence procéder à une structuration horizontale et verticale sans créer l'éclatement du groupe. C'est pour cela que j'ai invité tous les responsables à réfléchir afin de me faire des propositions intelligentes devant aboutir à la structuration sans douleur aucune de l'Alliance pour la République.

Outre la structuration, le parti travaillera à mettre en avant l'idéologie républicaine qui la sous-tend. Tu sais, il est fréquent de rencontrer des personnes qui se considèrent comme militant d'un parti politique mais qui ont une vague connaissance (ou qui ignorent) de l'idéologie et des éléments identitaires de ce parti. Cette réalité est non seulement un frein à la cohésion interne des partis mais aussi un obstacle à l'objectif de mobilisation des masses autour des positions de ces partis dans la société. La fondation de tout parti politique et donc sa force et l'efficacité de son appareil se construisent à partir de la clarté et de la diffusion de son idéologie, de sa vision, de ses principes et valeurs auprès de ses membres, de ses sympathisants et de la population en général.

S.L : Que pouvez-vous nous dire de la suppression du poste de Premier Ministre et de ce que vous appelez « Fast Track » ?

M.S : Les deux sont intimement liés. Vous ne pouvez pas vouloir une chose et ne pas se donner les moyens de l'accomplir. La prise en charge des problèmes des sénégalais ne doit pas attendre et ne doit souffrir d'aucune lenteur. Si le Président que je suis par la grâce d'Allah veut être plus proche des dossiers et être informé à temps réel, je ne vois vraiment pas où se trouve le problème. Maintenant, on ne peut empêcher à personne de trouver dans chaque acte posé par le Président de la République des relents politiques. D'ailleurs, j'ai appelé à une large concertation autour de cette question et d'autres. Maintenant que puis-je faire si des responsables refusent de se mettre autour d'une table pour discuter des préoccupations nationales ?

Je veux juste que les choses aillent plus vite et n'oublions pas que l'emblème de notre parti est le cheval et il est temps que ce dernier fasse son « jaabal ».

S.L : Merci Monsieur le Président.

M.S : Merci Souleymane.

P.S : Ceci est un dialogue fictif avec son caractère imaginaire appartenant au domaine de la fiction.

EMMANUEL MACRON :

« NOUS REBÂTIRONS LA CATHÉDRALE NOTRE DAME D'ICI CINQ ANNÉE »



Vingt-quatre heures après l'incendie qui a ravagé la cathédrale Notre-Dame de Paris, Emmanuel Macron s'est adressé aux Français ce mardi dans une allocution retransmise par les médias. Le président a notamment appelé de ses vœux la reconstruction de l'édifice dans un délai de cinq ans. Emmanuel Macron a souhaité, mardi 16 avril au soir, que la reconstruction de Notre-Dame de Paris soit achevée dans cinq ans et soit l'occasion pour la France de renouer avec un projet collectif. Le chef de l'Etat a ajouté lors de sa déclaration radiotélévisée à 20h00 qu'il annoncerait dans les prochains jours les mesures censées répondre à la crise des « gilets jaunes » mais que l'heure n'était pas venue.

« Nous rebâtirons la cathédrale de Notre-Dame plus belle encore et je veux que cela soit achevé d'ici cinq années, nous le pouvons », a-t-il déclaré. « Retrouver le fil de notre projet national »

« Il nous revient de changer cette catastrophe en occasion de devenir, tous ensemble, en ayant profondément réfléchi à ce que nous avons été et à ce que nous avons à être, devenir meilleurs que nous ne le sommes. Il nous revient de retrouver le fil de notre projet national. » Emmanuel Macron, qui a annulé sa déclaration télévisée prévue lundi soir en raison de l'incendie qui a détruit une partie de la cathédrale, n'a pas dit quand il ferait ces annonces, dévoilées par des médias mardi. « Je reviendrai vers vous comme je m'y étais engagé dans les jours prochains pour que

nous puissions agir collectivement suite à notre 'grand débat'. Mais ça n'est pas le temps aujourd'hui », a-t-il déclaré.

Plus de 800 millions d'euros déjà donnés par les entreprises et les grandes fortunes

Depuis lundi soir, les dons, parfois importants, affluent pour la reconstruction de la cathédrale. Les familles Pinault, Arnault et Bettencourt ont débloqué à elles seules un demi-milliard d'euros. Le gouvernement a lancé mardi un site hébergé par le ministère de la Culture et le centre des monuments nationaux.

Les dons affluent pour reconstruire Notre-Dame de Paris. À tel point que ce mercredi matin, les promesses de dons, provenant d'anonymes, d'entreprises et de grandes fortunes françaises, approchent du milliard d'euros, a indiqué Stéphane Bern sur RMC. « Je vois, par les différents résultats que m'envoient les fondations demi-heure par demi-heure, que ça monte, ça monte. On est près de 900 millions ce matin. Je pense qu'on passera la barre du milliard dans la journée » a expliqué le journaliste et chargé de la mission du Loto du patrimoine.

Le président de la République Emmanuel Macron avait déclaré dès lundi, soir qu'une souscription nationale serait lancée. Un site « rebâtir notre dame de paris.fr, hébergé par le ministère de la Culture et le centre des monuments nationaux, a été lancé mardi soir. Mardi, les annonces de dons de la part de grandes fortunes françaises et d'entreprises se sont succédé.

Gawlo.net (avec Vox Pop)

"NOTRE DAME DE PARIS" :

Les ventes du roman de Victor Hugo s'envolent

Le phénomène avait été observé après les attentats de novembre 2015 avec "Paris est une fête" de l'Américain Ernest Hemingway, qui s'est arraché dans les librairies. Rédigé en 1831, le roman de Victor Hugo, maintes fois adapté au cinéma, se situe en 1482 au moment du règne de Louis XI. Un passage du roman attire particulièrement l'attention aujourd'hui :

"Tous les yeux s'étaient levés vers le haut de l'église. Ce qu'ils voyaient était extraordinaire. Sur le sommet de la galerie la plus élevée, plus haut que la rosace centrale, il y avait une grande flamme qui montait entre les deux clochers avec des tourbillons d'étincelles, une grande flamme désordonnée et furieuse dont le vent emportait par moments un lambeau dans la fumée "Victor Hugo Notre-Dame de Paris.

Autour des personnages comme la bohémienne Esmeralda, le "monstre" Quasimodo, Frollo ou Phoebus, Hugo fait de la cathédrale la véritable héroïne de son roman. L'objectif du romancier est de réhabiliter un monument tombé en décrépitude.

"Sans doute, c'est encore aujourd'hui un majestueux et sublime édifice que l'église de Notre-Dame de Paris", écrit-il dans la chapitre intitulé Notre-Dame.

"Mais, ajoute-t-il, si belle qu'elle se soit conservée en vieillissant, il est difficile de ne pas soupirer, de ne pas s'indigner devant des dégradations, des mutilations sans nombre que simultanément le temps et les hommes ont fait subir au vénérable monument, sans respect pour Charlemagne qui avait posé la première pierre, pour Philippe-Auguste qui en avait posé la dernière". La publication du livre, qui connut un grand succès public, attira l'attention générale sur l'état "inadmissible" du monument et le mouvement d'opinion aboutit au lancement de la réhabilitation du monument, après l'organisation d'un concours auquel participèrent de nombreux architectes dont Jean-Baptiste-Antoine Lassus et Eugène Viollet-le-Duc, dont le projet de réhabilitation du monument fut retenu en 1844.

Gawlo.net (avec Vox Pop)

BIENTÔT

Africône
Mars 2019
La magazine de référence de toutes les générations | Tél: 0530-6809 - n° 120
1 000 CFA - Afrique 2 000 F
+ Europe 8 euros - Amérique 15\$

NOUVEAU PRIX 1000 FR\$

LE GLAMOUR EST AUSSI DANS LA PRESSE

ANOUSHKA

BIJOUX PATA

FAMA THIOUNE

POUR VOS INSERTIONS 77 503 00 10 - 33 827 33 31